

# GUERRE A LA ONE BIG UNION

DEUX MEMBRES DU COMITE EXECUTIF DE LA FEDERATION AMERICAINE DU TRAVAIL ONT FLETRI HIER LES PRINCIPES ET LES PROCEDES DE LA NOUVELLE ORGANISATION OUVRIERE.

Hamilton, 24.—MM. J. W. Hayes et Matthew Wall, membres du comité exécutif de la Fédération américaine du Travail, ont violemment dénoncé, hier après-midi, au congrès des métiers et du travail, la "One Big Union", les méthodes adoptées par les chefs du mouvement et pratiquement tout ce qui s'y rattache. Ils ont prétendu que la "One Big Union" est fortement opposée au travail organisé et constitue une tentative faite il y a trente ans aux Etats-Unis et qui, dans le temps, fut jugée défectueuse.

Les orateurs, membres du service des étiquettes d'union de la Fédération Américaine du Travail, qui sont actuellement en congrès à Hamilton, ont créé quelque sensation quand ils ont commencé à dénoncer ce mouvement qui compte un assez grand nombre de partisans parmi les délégués de ce congrès. Les opinions qu'ils ont exprimées ont piqué quelques-uns d'entre eux et les interruptions ont été fréquentes, mais plus souvent les cris de désapprobation ont été étouffés par les vibrants applaudissements des membres plus modérés du congrès.

On a tenté d'interrompre les orateurs, mais le président Moore y est allé de main de fer en aver-

tissant les délégués qu'ils auraient tous les avantages de discuter la question quand elle serait soumise au congrès plus tard.

La question de la "One Big Union" est venue aussi sur le tapis sous une autre forme, au début de la journée, alors qu'une résolution proposée par Georges Armstrong, de Winnipeg, préconisant une forme de gouvernement soviét, demandant la retraite immédiate des troupes en Russie et priant le gouvernement de refuser toute aide financière ou autre au gouvernement bourgeois de la Russie, a été renvoyée au comité pour être mise à l'étude.

M. Hayes a déclaré qu'il est heureux pour le Canada que la grève de Winnipeg se soit produite, car elle a démontré la fausseté des principes de la "One Big Union". Les efforts pour rompre les organisations ouvrières, a dit l'orateur, n'auront pas plus de succès qu'il y a 30 ans. Je suis inaltérablement opposé à la "One Big Union", parce que je ne la crois pas pratique. Je reconnais qu'il existe beaucoup d'agitation au Canada et aux Etats-Unis et que le mécontentement est justifié. La hausse des salaires n'est pas en proportion de la cherté de la vie. Cela suffit à causer les troubles.

M. Wall s'est montré encore plus opposé que son collègue de résoudre les divers problèmes nés de la guerre "non par la passion, mais par la raison". A cette époque critique, le prolétariat ne peut se diviser, a-t-il déclaré. Ce qui retarde le progrès de l'unionisme, ce ne sont pas tant l'hostilité et la classe des capitalistes que les agitateurs de profession, responsables de la scission. Ils utilisent l'arme de la grève, non comme une arme économique, mais comme une arme révolutionnaire, avec l'arrière-pensée d'établir un gouvernement de soviets. Que les ouvriers ne fassent pas le jeu des capitalistes en se divisant.

Avec un grand enthousiasme, les délégués ont approuvé l'attitude de M. Moore qui arrangerait une entrevue avec les membres du gouvernement pour protester contre la prohibition.

Un grand débat s'est engagé sur le projet de logements ouvriers du gouvernement. Le président du comité a exprimé le regret que le gouvernement n'ait pas cru devoir adopter sa recommandation, à savoir que les prêts pour fins de construction soient faits directement aux intéressés. Un comité a été nommé pour s'occuper de la question. Il se compose des délégués suivants: Bruce, de Toronto; Mathieu, de Montréal; Steele, de Sydney; Watson, de Moose Jaw et Leavitt, de l'Alberta.

Selon quelques délégués, les radicaux sont en quête de candidats, en opposition aux membres de l'exécutif actuel qui sont d'esprit conservateur pour la plupart. Les officiers combattront toute résolution qui ne sera pas conforme aux principes du mouvement des unions ouvrières. Le poste de secrétaire permanent qu'occupe actuellement M. Draper, à Ottawa, serait en particulier l'objet des attaques. Les extrémistes s'efforceraient de déloger M. Draper en demandant que les appointements du secrétaire soient de 82,500 et qu'il consacre tout son temps à ses fonctions. M. Draper est un employé du gouvernement et reçoit 81,000 par année, en rémunération de ses services de secrétaire du congrès. L'abandon de son poste de fonctionnaire du gouvernement pour la charge de secrétaire permanent du congrès entraînerait un sacrifice considérable de sa part.

La plus grande discussion portera probablement sur la résolution suivante: "Vu que la présente forme d'organisation dans ce pays ne suffit plus à protéger nos intérêts, il est résolu que ce congrès se prononce en faveur de l'action directe et de la forme industrielle de l'organisation et prenne des mesures immédiates en ce sens."

Des résolutions ont été déposées pour préconiser la nationalisation des entrepôts frigorifiques et des fabriques de produits alimentaires, l'établissement de coopératives, un salaire minimum d'85 par journée de 8 heures, la fixation d'un profit maximum de 15 p.c. sur tous les articles nécessaires à la vie, des pensions aux veuves, l'abrogation de l'"Industrial Disputes Act", la reconnaissance des négociations collectives et le paiement du même salaire aux ouvriers agricoles qu'aux ouvriers urbains.